

MALGRÉ LES MENSONGES DES OPPORTUNISTES, LES PARLEMENTS SONT IMPUISSANTS À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE LA CLASSE OUVRIÈRE...

Avec l'arme de la critique positive qui s'appuie sur des faits dont elle cherche les causes et prévoit les conséquences, le socialisme avait depuis sa naissance, considéré comme ils le méritaient le suffrage universel et tous les mensonges du parlementarisme. S'il ne l'avait pas fait, il n'aurait pas eu de raison d'être en tant qu'idée et en tant que parti nouveaux; et il se serait fondu dans l'absurde utopie libérale qui attend l'harmonie, la paix et le bien-être général de la lutte librement menée (sic) entre ceux qui sont armés de toute la richesse et de toute la force sociales et les malheureux déshérités qui sont des meurtre-de-faim.

Dans l'acception la plus large et la plus authentique du mot, le socialisme, cela veut dire une société devenue instrument de liberté, de bien-être, de développement progressif et intégral pour tous ses membres, pour tous les êtres humains. L'évolution des facultés morales et intellectuelles présuppose la satisfaction des besoins matériels et il ne peut y avoir liberté là où il n'y a pas égalité et solidarité. Le socialisme part de ces deux vérités fondamentales et il reconnaît que l'esclavage sous toutes ses formes, politique, morale et matérielle, découle de l'assujettissement économique des travailleurs par ceux qui détiennent les matières premières et les instruments de travail. Après avoir tâtonné pour trouver sa propre voie et produit une série de projets artificiels et utopiques, il trouva enfin son fondement, solidement établi, dans ce principe scientifiquement démontré: la socialisation de la richesse et du pouvoir, socialisation qui est juste, utile et nécessaire.

La fin étant trouvée, il fallait encore s'occuper sans délai des voies à suivre et des moyens pour l'atteindre. Dès que le socialisme, sorti d'une période de spéculation abstraite, commença à pénétrer au sein des masses souffrantes et à faire ses premières armes dans les luttes pratiques de la vie, les socialistes se rendirent compte qu'ils étaient prisonniers d'un cercle de fer que seule pouvait briser l'action directe des masses.

Impossible d'être libre (le socialisme l'avait démontré) sans être économiquement indépendant; et, d'un autre côté, comment arriver à l'indépendance économique si on est esclave?

Spolié de tout ce que la nature a créé pour la subsistance de l'homme et de tout ce que le travail humain a ajouté à l'œuvre de la nature, le peuple, dont la vie dépend du bon vouloir des propriétaires, est réduit par la misère à l'avilissement et à l'impuissance. Et les gouvernements sont là pour consolider et défendre cet état de choses, avec toute la force des armées, des polices et des finances.

Peut-il y avoir un moyen légal d'émancipation quand la loi tout entière est intéressée à défendre l'état de choses qu'il faudrait détruire?

Ce ne peut pas être l'action politique légale des masses, qui se résume entièrement dans le vote parce que, pour avoir une valeur quelconque, cette arme suppose déjà dans la majeure partie du peuple cette conscience et cette indépendance qu'il s'agit précisément de rendre possibles et de conquérir. Par ailleurs, la bourgeoisie, et les gouvernements en son nom, ne concèdent le vote que lorsqu'ils sont convaincus qu'il ne présente aucun danger ou lorsque, devant l'attitude menaçante du peuple, ils le considèrent comme un moyen opportun pour détourner le peuple de son chemin et pour l'endormir: il serait donc de la dernière stupidité, à tout point de vue, de s'en contenter. Et quand ils l'ont concédé, ils savent en jouer et en rester les maîtres; et si d'aventure le vote se montrait indocile, ils peuvent le supprimer. Il ne reste d'autre recours au peuple que la révolution, que le vote aurait dû rendre inutile.

Ce ne peut pas être par les moyens économiques légaux - secours mutuels, épargne, coopératives, grèves - parce que la puissance écrasante et toujours croissante du capital, appuyée quand c'est nécessaire par la force des baïonnettes, ainsi que les conditions matérielles et morales auxquelles se voit réduit le prolétariat, en font des instruments impuissants, illusoires ou tout simplement dérisoires.

Il n'y a donc que deux voies pour en sortir. Soit que les classes dominantes renoncent volontairement à la possession exclusive des richesses et de tous les privilèges dont elles jouissent, et cela sous l'influence des bons sentiments que la propagande socialiste peut faire naître chez elles. Soit la révolution, l'action directe des masses éveillées et entraînées par la minorité consciente qui s'organise dans les rangs du parti socialiste.

Toute l'Histoire passée, ainsi que l'expérience sanglante des événements contemporains démontrent que la première de ces deux voies - à laquelle ont cru un temps des philosophes aussi généreux que naïfs - n'était qu'espérance illusoire. Jamais un gouvernement ou une classe privilégiée n'a renoncé à dominer, jamais ils n'ont fait une seule concession véritable autrement que contraints par la force. Et le comportement quotidien de la bourgeoisie capitaliste, les persécutions incessantes et féroces qui sont sa réponse aux revendications du prolétariat, les massacres incroyables auxquels elle s'adonne et les armements excessifs dont elle entend se doter montrent assez qu'à l'image des classes qui l'ont précédée dans la domination, elle ne se décidera à disparaître de l'Histoire que dans un bain de sang.

Il restait la révolution. Tous les socialistes qui ne faisaient pas de la révolution un objet de distraction d'ordre purement contemplatif mais un programme pratique qu'ils voulaient voir réalisé le plus tôt possible, étaient révolutionnaires.

Les socialistes étaient, certes, divisés en deux grandes fractions qui correspondaient à deux courants d'idées. Les uns, les autoritaires, voulaient, pour émanciper le peuple, utiliser ce même mécanisme qui maintenant encore le tient assujéti: ils se proposaient de conquérir le pouvoir. Les autres, les anarchistes, considéraient que l'État n'a de raison d'être qu'autant qu'il représente et défend les intérêts d'une classe ou d'une coterie et qu'il disparaît lorsque, par l'universalisation du pouvoir et de l'initiative, il se confond avec la totalité des citoyens: ils se proposaient la destruction du pouvoir politique.

Les uns voulaient s'emparer du pouvoir, décréter la mise en commun du sol et des instruments de travail, selon des formes et des modalités dictatoriales, et organiser d'en haut la production et la distribution socialistes. Les autres voulaient abattre simultanément pouvoir politique et propriété individuelle, et réorganiser la production, la consommation et toute la vie sociale au moyen de l'intervention directe et volontaire de toutes les forces et de toutes les capacités qui existent chez l'homme et qui cherchent naturellement à s'épanouir et à ne réaliser.

Mais, nous le répétons, tous voulaient la révolution, l'appel à la force; et, pour hâter la révolution, ils voulaient et ils pratiquaient inlassablement la propagande des vérités découvertes par le socialisme, ainsi que l'organisation consciente des forces du prolétariat. Ils attirèrent ceux des bourgeois qui sont capables de s'élever au-dessus des mesquins intérêts de classe et de mépriser leurs propres privilèges au profit de ce grand idéal: une humanité libre et heureuse. L'esprit de révolte soufflait sur les masses et on préparait le fer de lance qui, mettant à profit toutes les circonstances propices, devait prendre l'initiative de l'assaut contre les institutions.

La lutte aurait sans doute été longue et éprouvante mais la voie était tracée et elle aurait directement mené à la victoire pleine et entière. C'est alors que, à l'encontre de toutes les tendances du programme et de la propagande qu'eux-mêmes avaient défendus avec ardeur et intelligence, certains socialistes ont cru bon d'emprunter les voies tortueuses du parlementarisme et de s'engager dans cette impasse.

Tourné en dérision et nié au début, puis combattu avec acharnement, le socialisme était déjà assez puissant pour que les bourgeois voient en lui un danger sérieux et une force avec laquelle il fallait compter. Les uns, les nantis, crurent le moment venu d'ajouter aux massacres et aux persécutions les armes de la corruption et de la tromperie; tandis que les autres, ceux qui, sous le nom de démocrates, aspiraient à s'emparer du pouvoir, eurent l'idée d'accommoder le socialisme à leur manière pour s'en servir.

Il y avait par ailleurs des socialistes qui étaient prêts à se rapprocher de cette bourgeoisie qu'ils avaient farouchement combattue. Lassés de la lutte ou domptés par les persécutions, ou parce qu'en eux le sentiment socialiste et révolutionnaire n'avait jamais été qu'épidermique, en réalité, et qu'il disparaissait quand se refroidissaient les premiers enthousiasmes juvéniles; ou encore parce qu'ils s'étaient imaginé que la victoire serait facile et proche et qu'ils étaient déconcertés par la découverte d'obstacles insoupçonnés. Ceux-là cherchaient peut-être même sans bien s'en rendre compte, une occasion, un prétexte décent pour ne plus porter haut le drapeau et pour se faire accueillir au sein du camp ennemi. Dans d'autres circonstances, il auraient ouvertement trahi leurs amis et renié leur foi, ou ils se seraient retirés simplement et honnêtement de la lutte, comme tout combattant dont les forces déclinent. Mais il s'offrit à eux le moyen de pouvoir cacher leur trahison sous les apparences des convictions et de dissimuler leur lassitude sous le prétexte d'un changement de tactique et ils s'en saisirent sur le champ.

Le terrain où se retrouvèrent ensemble les bourgeois qui cherchaient à corrompre et ces socialistes qui ne demandaient pas mieux que se laisser corrompre, ce fut l'urne électorale. Le mal aurait pu ne pas être grand. Mais les traîtres, les ambitieux et les épuisés réussirent malheureusement à entraîner aux urnes beaucoup de bons socialistes qui croyaient sincèrement acquérir une nouvelle arme de lutte contre la bourgeoisie et hâter par ce moyen l'avènement de la révolution.

Pour masquer la manœuvre, le passage se fit naturellement, par degrés.

Au début, aucune des conclusions acquises dans le programmé socialiste ne fut remise en question. On ne cessait de répéter que l'expropriation par la révolution était le seul moyen de s'émanciper; le suffrage universel, la république et toutes les réformes politiques ne durent qu'un temps et ne sont que des pièges tendus à la naïveté populaire. Mais, insinuait-on en sourdine, on peut en tirer quelque bien: profitons de tout; des concessions que nous pouvons arracher à l'ennemi faisons des armes et utilisons-les; élargissons notre champ d'action; cessons de nous complaire dans notre impuissance, soyons pratiques. Et bientôt, le projet d'aller aux urnes fut mis en avant, les urnes étant le but auquel tendait et se réduisait tout ce prétendu élargissement de la tactique. Mais comme on n'osait pas encore renier tout ce qu'on avait dit sur l'inutilité de la lutte électorale et sur l'action corruptrice des milieux parlementaires, on affirma qu'il fallait aller voter uniquement pour se compter, comme s'il était nécessaire d'aller aux urnes et de se faire compter par l'ennemi pour juger des progrès du parti. Et pour apparaître scrupuleux, on parla de déposer un bulletin blanc ou de voter pour les morts, ou pour ceux qui n'étaient pas éligibles. Puis, comme par enchantement, les morts devinrent des vivants, et les non-éligibles se transformèrent en personnes qui pouvaient et entendaient bien aller au Parlement et y rester. Mais on n'osait pas encore l'avouer: il s'agissait simplement de candidatures de protestation: les élus refuseraient de prêter serment là où il était exigé, ils ne mettraient pas les pieds au Parlement ou bien ils ne s'y rendraient que pour jeter son infamie à la face de la bourgeoisie et s'en faire chasser, en ennemi qui ne transige pas. Eh oui, pas moins! Il fallait aller au Parlement pour profiter de la tribune parlementaire, pour dévoiler et dénoncer au peuple les dessous de la politique, pour occuper des postes avancés dans le camp ennemi, des postes conquis dans la citadelle bourgeoise.

Le député socialiste ne devait pas être un législateur; il ne devait avoir aucun lien avec les députés de la bourgeoisie; il devait être au Parlement comme le spectre menaçant de la révolution sociale parmi ceux qui vivent de la sueur et du sang du peuple.

Mais voilà!... on était désormais sur la pente et il fallait rouler jusqu'en bas. Le parti révolutionnaire devait devenir réformiste en entrant au Parlement et il le devint.

Ils affirmèrent alors: l'émancipation intégrale est une bien belle chose, mais elle est comme le paradis, quelque chose de tellement lointain et que personne n'a jamais vu. Le peuple a besoin d'améliorations immédiates. Peu vaut mieux que rien. La révolution sera d'autant plus facile qu'on aura arraché plus de concessions à la bourgeoisie. Sans parler de ceux, peu nombreux il est vrai, qui sautèrent le pas et affirmèrent tout simplement que le but peut être atteint par la voie pacifique.

On invoqua la science, cette malheureuse science qu'on peut accommoder à toutes les sauces pour ergoter à l'infini sur ce thème: évolution et révolution. Comme si quelqu'un pouvait nier l'évolution et comme la question ne portait pas plutôt sur le genre d'évolution qui correspond le mieux aux fins socialistes et doit donc être défendue par les socialistes.

La révolution n'est elle-même qu'un mode d'évolution, un mode rapide et violent qui se produit spontanément ou qui est provoqué quand les besoins et les idées engendrés par une évolution antérieure ne trouvent plus la possibilité de se satisfaire; ou quand les moyens accaparés par quelques-uns font que l'évolution ne pourrait plus se faire que dans un sens régressif si une force nouvelle n'intervenait pas pour la remettre dans le bon chemin: l'action révolutionnaire.

Pour vaincre, il faut préparer les conditions de la victoire; contre l'évolution ou la stagnation bourgeoise, il faut une autre évolution qui mène à la destruction des résultats de cette évolution ou stagnation bourgeoise: nous sommes tous d'accord sur ce point. Mais le problème est de voir quelle forme d'évolution peut mener au but qu'on veut atteindre le plus directement et avec le moins de perte de temps et de force. Ainsi, dans le cas qui nous occupe, pour arriver à faire en sorte que le peuple se sente et se déclare patron de tout ce qui existe afin de tout utiliser à l'avantage de tous, et qu'il se mette à s'occuper lui-même de ses propres affaires, il faut une évolution telle que peuvent la préparer la propagande socialiste et la pratique de la révolte contre les institutions, et non pas celle qui peut découler du parlementarisme (le Parlement éduque à l'abandon de sa propre initiative entre les mai d'autrui), ou des coopératives (elles font naître chez le travailleur l'espoir d'être propriétaire et, avec cet espoir, l'égoïsme du propriétaire).

Nous ne reviendrons pas sur l'impuissance du suffrage universel et du parlementarisme à résoudre la question sociale, ni sur la vanité de toutes les réformes dont la base ne serait pas l'abolition de la propriété individuelle: ce sont des choses qui doivent être désormais évident pour qui est socialiste et, dans cette brochure, nous n'avons pas à défendre les principes socialistes mais à les considérer comme démontrés.

Comme la raison, ou le prétexte, qu'avancent certains socialistes pour prendre part aux élections et se faire élire au Parlement, c'est l'avantage qu'ils pourraient en tirer pour la propagande, nous insisterons sur le préjudice que cela représente, au contraire, pour la propagande.

Ceux qui vantent l'utilité qu'il y a à avoir des socialistes au Parlement et dans d'autres corps élus, raisonnent habituellement comme si, pour être élus, il suffisait de le vouloir. Nous aurions là - disent-ils des hommes qui jouiraient du droit de voyager gratuitement ou d'autres avantages d'ordre financier, ce qui leur permettrait de se consacrer à la propagande avec plus d'efficacité; des hommes qui pourraient observer de près les tares du monde politique et les dénoncer publiquement et qui pourraient, surtout, se servir de la tribune parlementaire pour défendre les principes socialistes et contraindre tout le pays à les étudier et à en discuter. Pourquoi renoncer à ces avantages? Une question tout d'abord: est-ce que les élus conserveront le programme qu'ils avaient comme candidats et est-ce qu'ils mettront autant d'énergie à le défendre qu'ils en ont mis à se faire élire? Il serait certainement très beau et tout à l'honneur de la nature humaine de pouvoir affirmer que la sincérité et le courage resteraient toujours aussi grands, quelles que soient les convictions de chacun et la méthode de lutte choisie. Mais la preuve est faite et il n'est pas possible de conserver ce genre d'illusions quand on pense à la façon ignoble et vile dont se sont partout comportés tous les députés socialistes, ou presque tous. Le milieu parlementaire corrompt et l'ouvrier et le révolutionnaire qui sont devenus députés cessent d'être ouvrier et révolutionnaire par le simple fait d'être devenus députés. Du reste, il n'y a là rien d'étonnant. Prenez un travailleur, faites-le sortir de son milieu, soustrayez-le au travail, éloignez-le de vous, dont il voyait et partageait la misère, envoyez-le chez les bourgeois, dans ce monde où l'on jouit et ne travaille pas, exposez-le à toutes les tentations; et étonnez-vous donc qu'il s'adapte à ce milieu beaucoup plus facile que celui où il vivait auparavant, qu'il cherche à s'assurer ce bien-être inconnu de lui et que, tôt ou tard, il oublie ses frères de misère et les engagements qu'il a contractés envers eux. Prenez un révolutionnaire habitué à être jeté de prison en prison, faites-en un législateur; et ensuite trouvez étrange qu'il se laisse apprivoiser par la tiédeur d'une liberté et d'une sécurité personnelles qu'il n'avait jamais goûtées! De plus, le sentiment de son impuissance au milieu de gens absolument réfractaires à son influence ne poussera-t-il pas même le plus parfaitement sincère à faire des concessions et à transiger, dans l'espoir d'obtenir au moins quelque chose?

Admettons même que personne n'en soit corrompu et que les hommes soient tous des héros... même ceux qui font des pieds et des mains pour être députés.

Comment fait-on pour réussir à envoyer des socialistes au Parlement? La majorité des électeurs n'est pas socialiste, ni même prête à constituer un collège électoral dans ce but. Si c'était le cas, elle n'aurait pas besoin de nommer des députés: même si toutes les autres circonscriptions étaient réactionnaires,

elle pourrait attaquer le régime bourgeois de mille et une manières plus efficaces et être un centre de rayonnement socialiste. Donc pour qu'une majorité se forme, il faut transiger, s'allier avec un tel ou un tel, falsifier son programme, promettre des réformes immédiates, faire croire telle chose à telle personne et telle autre à telle autre personne, faire en sorte que la bourgeoisie vous tolère, que le gouvernement ne vous combatte pas trop âprement. Que devient la propagande socialiste dans tout cela?

Par ailleurs, chacun se considérant honnête et presque tous s'estimant capables, il s'ensuit que pratiquement quiconque sait aligner deux ou trois phrases se considère au fond de lui-même tout aussi capable qu'un autre d'être député. A la noble ambition de faire le bien et d'être le premier à prendre des risques et à faire des sacrifices, succède petit à petit, sous le prétexte du bien général, l'ambition vile d'obtenir honneurs et privilèges; et les rivalités, les jalousies, les soupçons s'installent entre compagnons. La propagande pour les principes cède le pas à la propagande pour les personnes; la grande et même l'unique affaire du parti devient réussir à faire élire ses candidats; et tous ces politicards qui voient dans le socialisme un moyen comme un autre pour faire leur chemin se jettent sur le peuple, accommodent à leur convenance et corrompent programme et parti. Et que dire de l'espoir d'obtenir par le biais des députés socialistes des réformes capables, en attendant mieux, d'adoucir les maux du peuple et d'écartier les obstacles de son chemin? Les privilégiés ne cèdent qu'à la force ou à la peur. Même si des améliorations possibles dans le régime actuel, la seule façon de les obtenir est de faire de l'agitation en dehors des corps constitutionnels et contre eux, et en se montrant fermement résolu à les vouloir à tout prix. Confier aux députés la défense de la volonté populaire ne sert qu'à fournir gouvernement le moyen de la solliciter et à bercer le peuple de vaines espérances.

Errico MALATESTA - Londres - 1890.
